

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**BPCE LEASE REUNION**

Société anonyme au capital de 7 999 915 €

Siège social : 41, rue Georges Guynemer

97438 Sainte-Marie

RCS Saint-Denis 310 836 614

**Comptes annuels au 31 décembre 2024**

Approuvés par l'Assemblée générale Ordinaire du 22 mai 2025

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BPCE Lease Réunion S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport établi en application de l'article L. 821-63, III, du code de commerce.

**Fondement de l'opinion*****Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie " Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels " du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes notamment pour ce qui concerne :

***Règles et principes comptables***

La note 2.3.5 « Opérations de crédit-bail et de locations simples » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location simple. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

### ***Estimations comptables***

Comme indiqué dans les notes 2.3.3 « Créances douteuses », 2.3.4 « Dépréciation » et 2.3.5. « Opérations de crédit-bail et de locations simples » de l'annexe, votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture des dépréciations déterminées sur base individuelle. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part, l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

### **Informations relatives au gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 25 avril 2025  
KPMG AUDIT FS I SAS

Xavier DE CONINCK  
Associé

# 1 BILAN ET HORS BILAN

En milliers d'euros

ACTIF	Notes	31/12/2024	31/12/2023
CAISSES, BANQUES CENTRALES			
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES			
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3.1	1 055	201
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	3.2	42 439	38 759
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE			
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE			
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	3.3	4	4
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES			
OPERATIONS DE CREDIT-BAILE ET DE LOCATIONS SIMPLES	3.4	446 372	424 235
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3.6		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3.6	0	0
AUTRES ACTIFS	3.7	8 245	11 895
COMPTES DE REGULARISATION	3.8	41	394
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>498 157</b>	<b>475 487</b>

HORS BILAN	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés			
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</b>	4.1	<b>18 015</b>	<b>17 548</b>

En milliers d'euros

PASSIF	Notes	31/12/2024	31/12/2023
BANQUES CENTRALES			
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3.1	465 403	449 571
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE			
DETTES REPRESENTES PAR UN TITRE			
AUTRES PASSIFS	3.7	10 102	7 034
COMPTES DE REGULARISATION	3.8	10 326	9 505
PROVISIONS	3.9	250	1 320
DETTES SUBORDONNEES			
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)			
<b>CAPITAUX PROPRES HORS FRBG</b>	<b>3.10</b>	<b>12 075</b>	<b>8 056</b>
Capital souscrit		8 000	8 000
Primes d'émission			
Réserves		3 046	3 046
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau		-2 990	1
Résultat de l'exercice (+/-)		4 019	-2 991
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>498 157</b>	<b>475 487</b>

HORS BILAN	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Engagements reçus			
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</b>	<b>4.1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE</b>	<b>4.1</b>	<b>131 198</b>	<b>118 384</b>

## 2 COMPTE DE RESULTAT

En milliers d'euros

	Notes	Exercice 2024	Exercice 2023
Intérêts et produits assimilés	5.1	2 364	1 744
Intérêts et charges assimilées	5.1	-14 482	-8 395
Produits sur opérations de crédit-bail et de locations simples	5.2	174 357	155 751
Charges sur opérations de crédit-bail et de locations simples	5.2	-150 424	-142 837
Revenus des titres à revenu variable		0	0
Commissions (produits)	5.3	0	0
Commissions (charges)	5.3	-2 165	-2 179
Autres produits d'exploitation bancaire	5.4	720	1 242
Autres charges d'exploitation bancaire	5.4	-54	-56
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>10 317</b>	<b>5 270</b>
Charges générales d'exploitation	5.5	-5 972	-7 142
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		0	0
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>4 345</b>	<b>-1 872</b>
Coût du risque	5.6	-296	-1 119
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>4 049</b>	<b>-2 991</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		0	0
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>		<b>4 049</b>	<b>-2 991</b>
Résultat exceptionnel			
Impôt sur les bénéfices	5.7	-30	0
<b>RESULTAT NET</b>		<b>4 019</b>	<b>-2 991</b>

## NOTES ANNEXES AUX COMPTES INDIVIDUELS ANNUELS

### NOTE 1. CADRE GENERAL

#### 1.1 BPCE Lease Réunion

BPCE Lease Réunion est une Société Anonyme spécialisée dans les opérations de Crédit-Bail et assimilées dont le statut et le fonctionnement sont définis par l'article L. 313-7 du Code monétaire et Financier.

Elle est régie par la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit.

La législation commerciale, notamment les dispositions relatives aux sociétés anonymes de la loi 66-537 du 24 juillet 1966 modifiée, est applicable à BPCE Lease Réunion pour autant qu'elle soit compatible avec les dispositions énumérées ci-dessus.

La société BPCE Lease Réunion a opté pour le statut de société de financement (selon la décision du collège de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) du 30 octobre 2014 actant le retrait d'agrément).

#### 1.2 Evénements significatifs

BPCE LEASE REUNION a fait l'objet en 2022 d'un contrôle sur les délais de paiement par la DGCCRF. Ce contrôle a entraîné fin 2023 une notification de sanction administrative liée au non respect des délais de paiement vis-à-vis de ses fournisseurs en 2019. Une provision a été constatée en 2023 dans les comptes de l'entité pour le montant de la sanction appelée, à savoir 1 070 K€. Suite au contentieux (appel) mené depuis cette date, la DGCCRF a été déboutée de sa sanction et la provision a été intégralement reprise en 2024.

Pour rappel, en 2023, le risque sur le client « AIR ANTILLES EXPRESS », spécialisé dans le transport aéronautique sur les départements d'Outre-Mer et déclassé en douteux, est avéré et a conduit à constater une dotation complémentaire d'un montant de 1 246 871 € enregistrée en « coût du risque ». Le montant total du stock du coût du risque 2024 sur ce client est de 1 392 633 €.

#### 1.3 Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif ayant une incidence sur la situation financière de la société n'est apparu après la clôture du 31 décembre 2024.

## NOTE 2. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

### 2.1 Principes et méthodes comptables appliqués

Les comptes individuels annuels de BPCE Lease Réunion sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) corrigé par le règlement n° 2020-10 du 22 décembre 2020.

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
  - Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
  - Indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

### 2.2 Changements de méthodes comptables

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'année 2024.

### 2.3 Principes comptables et méthodes d'évaluation

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

#### 2.3.1 Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentées des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentées des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

#### 2.3.2 Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

### 2.3.3 Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchuées de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et/ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

### 2.3.4 Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

### 2.3.5 Opérations de crédit-bail et de locations simples

L'avis du Comité d'urgence du CNC n° 2006-C dispose que les immobilisations destinées à une activité de crédit-bail mobilier, immobilier, de location avec option d'achat et de location simple sont enregistrées à l'actif du bilan du bailleur. Pour cette catégorie d'actifs, par dérogation aux règles du PCG sur la comptabilisation des actifs, c'est la notion de propriété juridique qui s'applique et non celle de contrôle. Les immobilisations sont enregistrées pour leur valeur d'entrée et la ventilation des actifs par composants ne s'applique pas chez le bailleur lorsque les charges d'entretien / remplacement incombent contractuellement au crédit preneur. En cas de rupture de contrat, l'approche par composant s'applique de manière prospective.

En application de ce même avis, le crédit bailleur a la possibilité d'amortir les actifs concernés dans ses comptes individuels soit sur la durée du contrat (amortissement financier i.e. égal à la fraction de loyer acquise), soit sur la durée normale d'utilisation du bien (amortissement linéaire / dégressif). Le choix de l'option s'applique à l'ensemble des biens affectés à une même catégorie d'opérations.

En application du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sur la durée du bail sont intégrés à l'encours concerné.

Les loyers impayés sont identifiés, comptabilisés et provisionnés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

### 2.3.6 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par :

- le règlement ANC n° 2014-03 relatif la comptabilisation et à l'évaluation des actifs et,
- le règlement ANC n° 2014-07 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.



**Immobilisations incorporelles**

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les logiciels sont amortis sur une durée maximum 5 ans. La quote-part d'amortissement supplémentaire dont peuvent bénéficier les logiciels, en application des dispositions fiscales, est inscrite en amortissement dérogatoire.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail sont amortis de manière linéaire, sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

**Immobilisations corporelles**

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

**2.3.7 Provisions**

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L. 311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L. 311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peut être fixé de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du CRC n° 2000-06.

**2.3.8 Fonds pour risques bancaires généraux**

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF.

**2.3.9 TVA NPR**

Compte tenu de la réforme de la TVA NPR introduite par la loi 2009 pour le développement économique de l'outre-mer (LODEOM), BPCE Lease Réunion a retenu à partir du 1<sup>er</sup> juin 2009, pour les biens financés en crédit-bail, la possibilité d'étaler l'impact de la subvention au titre de la TVA NPR, sur la durée du contrat. La mesure a été abrogée le 31/12/2018. A la marge des contrats qui ont été signés avant le 31/12/2018, BPCE Lease Réunion n'enregistre plus dans ses comptes de subvention au titre de la TVA NPR, le stock existant est géré de façon extinctive sur la durée de vie du contrat.

**2.3.10 Intérêts et assimilés – Commissions**

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- Commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations.
- Commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

### 2.3.11 Impôts sur les sociétés

Ce poste enregistre l'impôt calculé et également, selon les règles définies par le règlement n° 2014-07, les dotations et reprises de provisions pour risques et charges sur litige fiscal.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, BPCE Lease Réunion fait partie du Groupe d'intégration fiscale dont la société mère est BPCE SA.

Dans le cadre de cette intégration fiscale, a été constitué un sous groupe d'intégration fiscale dont la société intégrante est BPCE Lease. BPCE Lease Réunion remonte ainsi son résultat fiscal à BPCE Lease qui centralise les impôts du pôle Leasing.

Au 31 décembre 2024, BPCE Lease Réunion participe au résultat fiscal du Groupe pour 3 026 K€. Compte tenu d'un déficit antérieur de 2 904 K€, l'impôt comptabilisé sur l'exercice est de 31 K€. L'IDA constaté l'année précédente dans les comptes IFRS a été totalement repris.

## NOTE 3. INFORMATIONS SUR LE BILAN

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations. Hors mention spéciale, les montants sont renseignés en milliers d'euros.

### 3.1 Opérations interbancaires

*En milliers d'euros*

<b>ACTIF</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Créances à vue	<b>1 055</b>	<b>201</b>
<i>Comptes ordinaires</i>	1 055	201
Créances à terme		
Créances rattachées		
Créances douteuses		
<i>dont créances douteuses compromises</i>		
Dépréciations des créances interbancaires		
<i>dont dépréciation sur créances douteuses compromises</i>		
Autres sommes dues (pool)	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>1 055</b>	<b>201</b>

*En milliers d'euros*

<b>PASSIF</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Dettes à vue	<b>63 438</b>	<b>46 235</b>
<i>Comptes ordinaires créditeurs</i>	62 766	45 630
<i>Comptes et emprunts au jour le jour</i>		
<i>Valeurs et titres donnés en pension au jour le jour</i>		
<i>Autres sommes dues</i>	671	604
Dettes à terme	<b>400 334</b>	<b>402 123</b>
<i>Comptes et emprunts à terme</i>	400 334	402 123
Dettes rattachées	<b>1 631</b>	<b>1 214</b>
<b>TOTAL</b>	<b>465 403</b>	<b>449 571</b>

Les dettes à terme correspondent pour 400 334 K€ à des opérations réalisées avec le groupe (BPCE / Natixis).

Les dettes à vue correspondent au solde créditeur du compte bancaire NATIXIS

Les créances à vue correspondent aux soldes débiteurs des comptes bancaires CEPAC

Les dettes rattachées correspondent aux réescomptes liés aux intérêts sur emprunts.

## 3.2 Opérations avec la clientèle

### 3.2.1 Détail comparatif

*En milliers d'euros*

<b>ACTIF</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Comptes ordinaires débiteurs		
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle	<b>40 803</b>	<b>37 531</b>
<i>Crédits à l'équipement</i>	<i>40 254</i>	<i>36 044</i>
<i>Créances rattachées</i>	<i>549</i>	<i>1 488</i>
Créances douteuses	<i>3 678</i>	<i>2 962</i>
Dépréciations des créances sur la clientèle	<i>(2 044)</i>	<i>(1 735)</i>
<b>Total</b>	<b>42 439</b>	<b>38 759</b>

### 3.2.2 Répartition des encours de crédit par agent économique

<i>En milliers d'euros</i>	Créances saines	Créances douteuses		Dont créances douteuses compromises	
		Brut	Dépréciation	Brut	Dépréciation
PME-PMI	33 819	1 432	527	583	382
Professionnels	2 376	2 202	1 478	767	763
Particuliers	29	0	-0	0	0
Administrations privées					
Administrations publiques et Sécurité Sociale					
Autres	4 579	44	39		
<b>Total au 31 décembre 2024</b>	<b>40 803</b>	<b>3 678</b>	<b>2 043</b>	<b>1 350</b>	<b>1 145</b>
<b>Total au 31 décembre 2023</b>	<b>36 044</b>	<b>2 962</b>	<b>1 735</b>	<b>440</b>	<b>354</b>

## 3.3 Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme

Ce poste enregistre les certificats d'association des fonds de garantie des dépôts, d'un montant de 4 milliers d'euros au 31 décembre 2024 (montant inchangé par rapport au 31 décembre 2023).

<i>En milliers d'euros</i>	<b>01/01/2024</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Conversion</b>	<b>Autres variations</b>	<b>31/12/2024</b>
Valeurs brutes	4	0	0	0	0	4
<i>Participations et autres titres détenus à long terme</i>	4					4
<i>Parts dans les entreprises liées</i>						0
Dépréciations	0	0	0	0	0	0
<i>Participations et autres titres à long terme</i>						0
<i>Parts dans les entreprises liées</i>						0
<b>Immobilisations financières nettes</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4</b>

## 3.4 Opérations de crédit-bail et location simple

Le tableau suivant présente les encours et les dépréciations relatives aux opérations de crédit-bail et de location simple.

<i>En milliers d'euros</i>	<b>31/12/2024</b>				<b>31/12/2023</b>			
	<b>Immobilier</b>	<b>Mobilier</b>	<b>Locations</b>	<b>Total</b>	<b>Immobilier</b>	<b>Mobilier</b>	<b>Locations</b>	<b>Total</b>
Encours clientèle	238	373 797	40 775	<b>414 811</b>	370	348 611	39 288	<b>388 269</b>
Immobilisations en cours	0	26 384	0	<b>26 384</b>	0	27 597	0	<b>27 597</b>
Biens temporairement non loués	0	2 986	213	<b>3 199</b>	0	2 922	320	<b>3 242</b>
Créances douteuses	0	3 823	612	<b>4 435</b>	0	3 353	1 922	<b>5 276</b>
Dépréciation créances douteuses	0	(2 875)	(584)	<b>(3 460)</b>	0	(2 546)	(1 857)	<b>(4 403)</b>
Dépréciation et amortissement biens non loués	0	(2 955)	(176)	<b>(3 132)</b>	0	(2 898)	(273)	<b>(3 171)</b>
Créances rattachées	0	4 064	72	<b>4 136</b>	0	7 449	(24)	<b>7 425</b>
<b>Total</b>	<b>238</b>	<b>405 223</b>	<b>40 911</b>	<b>446 372</b>	<b>370</b>	<b>384 489</b>	<b>39 376</b>	<b>424 235</b>

3.4.1 Opération de crédit-bail et location longue durée

En milliers d’euros				
IMMOBILISATIONS				
	Valeur brute des immos au 31/12/2023	Mouvements de l’exercice 2024		Valeur brute des immos au 31/12/2024
		Augmentations	Diminutions	
		Acquisitions et virements de poste à poste	Cessions Immos	
Crédit Bail	639 631	377 680	318 836	698 474
LLD	71 777	21 822	22 610	70 990
Total	711 408	399 502	341 446	769 464

En milliers d’euros					
AMORTISSEMENTS / PROVISIONS					
	Montant des amorts au 31/12/2023	Mouvements de l’exercice 2024		Montant amt/prov au 31/12/2024	VNC 31/12/2024
		Augmentations	Diminutions		
Crédit Bail	263 028	122 975	87 978	298 025	400 449
LLD	32 443	13 807	16 073	30 177	40 812
Total	295 472	136 782	104 051	328 203	441 262

3.4.2 Evolution de la réserve latente

En K€	BPCE LEASE REUNION	
	31/12/2024	31/12/2023
Encours financier net	415 214	391 030
Immobilisations nettes	414 811	388 269
Dont Provision RL négative	-686	-1 173
Réserve latente brute	404	2 761
Impôts différé	104	713
Réserve latente nette	299	2 048

La réserve latente étant globalement positive, le stock de provision a été repris sur 2024 cependant une provision est toujours constatée dans les comptes sociaux afin de déprécier la Valeur Nette Comptable à hauteur de la Valeur Nette Financière pour un montant de 686 K€ sur un contrats CBI et ainsi couvrir le montant de cette réserve latente. En effet les flux de réserve latente doivent être enregistrées contrat par contrat et ne peuvent être compensés pour les contrats de Crédit-bail immobilier.

3.5 Détail des dépréciations

Les dépréciations des opérations avec la clientèle et des créances des opérations de crédit-bail se présentent ainsi :

En milliers d’euros	Notes	01/01/2024	Dotations	Reprises Total	Utilisations	Disponibles	Transfert/C hangement référentiel	31/12/2024
<b>Opérations avec la clientèle</b>								
Créances douteuses	3.2.1	2 962						3 678
Dépréciations sur opérations avec la clientèle	3.2.1	1 735	584	276	8	268	0	2 044
Montant net		1 227						1 634
<b>Opérations de crédit-bail et location simple</b>								
Créances douteuses	3.4	5 276						4 435
Dépréciations sur opérations de CB et location simple	3.4	4 403	1 232	2 175	1 577	598	0	3 460
Montant net		873						975
<b>Autres actifs</b>								
Autres débiteurs divers	3.6	11 587						7 522
Dépréciations des autres actifs	3.6	0		0		0		0
Montant net		11 587						7 522
TOTAL Créances		19 825						15 635
TOTAL dépréciations		6 138	1 816	2 451	1 585	866	0	5 503

### 3.6 Immobilisations incorporelles et corporelles

#### 3.6.1 Immobilisations incorporelles

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2023	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
<b>Valeurs brutes</b>	<b>16</b>			<b>16</b>
Logiciels	16			16
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>16</b>			<b>16</b>
Logiciels	16			16
<b>Total valeurs nettes</b>	<b>0</b>			<b>0</b>

#### 3.6.2 Immobilisations corporelles

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2023	Augmentations	Diminution	Autres mouvements	Diminutions	31/12/2024
<b>Valeurs brutes</b>	<b>292</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>292</b>
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>292</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>292</b>
Autres	292	0			0	292
<b>Immobilisations hors exploitation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>			<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>292</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>292</b>
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>292</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>292</b>
Autres	292	0			0	292
<b>Immobilisations hors exploitation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>			<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total valeurs nettes</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### 3.7 Autres actifs et autres passifs

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de règlement sur opérations sur titres				
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus				
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres				
Créances et dettes sociales et fiscales	723	708	2 776	988
Dépôts de garantie reçus et versés	30	0	30	0
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers	7 493	9 394	9 089	6 046
Dépréciation	0		0	
<b>TOTAL</b>	<b>8 245</b>	<b>10 102</b>	<b>11 895</b>	<b>7 034</b>

### 3.8 Comptes de régularisation

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Charges et produits constatés d'avance (1)		10 254		9 469
Produits à recevoir/Charges à payer	41	73	394	37
Autres				
<b>TOTAL</b>	<b>41</b>	<b>10 327</b>	<b>394</b>	<b>9 506</b>

(1) Dont loyers constatés d'avance au passif : 10 115 milliers d'euros en 2024 contre 9 046 milliers d'euros en 2023.

### 3.9 Provisions

#### 3.9.1 Tableau de variation des provisions pour risques et charges

<i>En milliers d'euros</i>	01/01/2024	Dotations	Utilisations	Reprises	31/12/2024
Provisions pour risques de contrepartie	0			0	0
Provisions pour engagements sociaux					0
Provisions sur engagements hors bilan					0
Provision pour amende	1 070	0		1 070	0
Autres provisions pour risques	250	250		250	250
<b>Total</b>	<b>1 320</b>	<b>250</b>	<b>0</b>	<b>1 320</b>	<b>250</b>

Les provisions pour risques et charges correspondent à la couverture de risques de clients divers. Au 31/12/2024, la provision de 250 K€ a été consitué au titre du risque encouru à Mayotte suite au passage du cyclone Chido. Les reprises correspondent à l’extinction de risques clients/activité ( client MEDICO 150 K€ et CEM LE MOULIN 100 K€), ainsi que la reprise de la provision comptabilisée en 2023 au titre de la notification de redressement de la DCCRF sur les délais de paiement.

3.9.2 Provisions pour engagements sociaux

Néant.

3.10 Capitaux propres

En milliers d’euros	31/12/2023 avant affectation du résultat	Résultat 31/12/2024	Affectation du bénéfice		Autres variations	Augmentation de capital	Impact cht de méthode	31/12/2024
			Report à nouveau	Dividende				
Capital	8 000							8 000
Primes	-							-
Réserves et autres	3 046							3 046
Résultat 2023	-2 990		2 990					-
Résultat 2024		4 019						4 019
Total	8 056	-	-	-	-	-	-	12 075

Le capital social de BPCE Lease Réunion est composé au 31 décembre 2024 de 66 115 actions de 121 euros entièrement détenues par BPCE Lease SA.  
La réserve légale et les réserves facultatives s’élèvent respectivement à 800 et 2 246 milliers d’euros au 31 décembre 2024.

3.11 Durée résiduelle des emplois et ressources

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

En milliers d’euros	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Indéterminé	31/12/2024
Total des emplois	43 125	119 037	292 778	34 926	0	489 866
Créances sur les établissements de crédit	1 055					1 055
Opérations avec la clientèle	3 278	9 376	26 075	3 710		42 439
Opérations de crédit-bail et de locations simples	38 792	109 661	266 704	31 216		446 372
Total des ressources	104 984	122 438	237 982	0	0	465 403
Dettes envers les établissements de crédit	104 984	122 438	237 982	0		465 403
Opérations avec la clientèle						0
Dettes représentées par un titre						0
Dettes subordonnées						0

NOTE 4. INFORMATIONS SUR LE HORS BILAN

4.1 Engagements reçus et donnés

4.1.1 Engagements de financement

En milliers d’euros	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financement donnés		
En faveur de la clientèle	18 015	17 548
Autres ouvertures de crédits confirmés	18 015	17 548
Total des engagements de financement donnés	18 015	17 548
Engagements de financement reçus		
D’établissements de crédit	0	0
Total des engagements de financement reçus	0	0

4.1.2 Engagements de garantie

En milliers d’euros	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de garantie reçus d’établissements de crédit	131 198	118 384
Total des engagements de garantie reçus	131 198	118 384

#### 4.1.3 Autres engagements ne figurant pas au hors bilan

Aucun autre engagement significatif n'a été donné par BPCE Lease Réunion en garantie de ses propres engagements ou pour le compte de tiers.

## NOTE 5. INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

### 5.1 Intérêts, produits et charges assimilées

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit		(12 154)	(12 154)		(8 354)	(8 354)
Opérations avec la clientèle	2 364	(2 328)	35	1 744	(41)	1 703
<b>Total</b>	<b>2 364</b>	<b>(14 482)</b>	<b>(12 118)</b>	<b>1 744</b>	<b>(8 395)</b>	<b>(6 651)</b>

### 5.2 Produits et charges sur opérations de crédit-bail et locations assimilées

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Loyers	152 633		152 633	127 980		127 980
Indemnités résiliations	307		307	182		182
Résultats de cession	1 773	(12 238)	(10 465)	2 169	(16 316)	(14 146)
Dépréciation créances douteuses	0		0	0		0
Reprise de provisions sur créances douteuses	709		709	375		375
Dotation aux provisions sur créances douteuses	(1 002)		(1 002)	(844)		(844)
Pertes sur créances irrécouvrables	(176)		(176)	(131)		(131)
Dépréciation biens non loués	677	(212)	464	5 253	(276)	4 977
Amortissement		(122 762)	(122 762)		(109 582)	(109 582)
Autres produits et charges	1 526	(924)	602	1 943	(843)	1 101
Reprise de provisions pour risques et charges	250		250	700		700
Dotation aux provisions pour risques et charges		(250)	(250)		0	0
Quote-part de subventions	0		0	0		0
<b>Opérations de crédit-bail</b>	<b>156 698</b>	<b>(136 386)</b>	<b>20 311</b>	<b>137 629</b>	<b>(127 016)</b>	<b>10 613</b>
Loyers	13 799		13 799	14 198		14 198
Indemnités résiliations	26		26	245		245
Résultats de cession	3 841	(196)	3 645	3 704	(410)	3 294
Dépréciation biens non loués		(26)	(26)		(63)	(63)
Pertes sur créances irrécouvrables	(1 460)		(1 460)	(124)		(124)
Dépréciation créances douteuses	1 339		1 339	(62)		(62)
Amortissement	0	(13 781)	(13 781)	0	(15 313)	(15 313)
Autres produits et charges	114	(35)	80	161	(35)	125
<b>Opérations de locations</b>	<b>17 659</b>	<b>(14 038)</b>	<b>3 622</b>	<b>18 121</b>	<b>(15 821)</b>	<b>2 300</b>
<b>Total</b>	<b>174 357</b>	<b>(150 424)</b>	<b>23 933</b>	<b>155 751</b>	<b>(142 837)</b>	<b>12 913</b>

### 5.3 Commissions

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	0	(1 231)	(1 231)	0	(1 326)	(1 326)
Engagements hors-bilan		(934)	(934)		(854)	(854)
Autres commissions			0			0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>(2 165)</b>	<b>(2 165)</b>	<b>0</b>	<b>(2 179)</b>	<b>(2 179)</b>

### 5.4 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	Total
Refacturations de charges et produits bancaires						
Autres produits et charges accessoires	720	(54)	666	1 242	(56)	1 186
<b>Total</b>	<b>720</b>	<b>(54)</b>	<b>666</b>	<b>1 242</b>	<b>(56)</b>	<b>1 186</b>

## 5.5 Charges générales d'exploitation

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Frais de personnel</b>		
Salaires et traitements	0	0
Charges de retraite et assimilées		
Autres charges sociales		
Impôts et taxes liés aux rémunérations	0	0
<b>Total des frais de personnel</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Autres charges d'exploitation</b>		
Provisions amende/impôt	1 070	(1 070)
Impôts et taxes	(165)	(211)
Autres charges générales d'exploitation	(6 877)	(5 861)
<b>Total des autres charges d'exploitation</b>	<b>(5 972)</b>	<b>(7 142)</b>
<b>Total</b>	<b>(5 972)</b>	<b>(7 142)</b>

La refacturation des charges générales d'exploitation BPCE Lease est de 6 702 milliers d'euros en 2024.

## 5.6 Coût du risque

Le tableau ci-dessous présente le coût du risque relatif aux crédits clientèle et aux débiteurs divers hors exploitation. Il inclut également la provision pour risque d'exécution.

<i>En milliers d'euros</i>	AU 31/12/2024					AU 31/12/2023				
	Dotations	Reprises	Perte sur créance Irrecouvrable	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises	Perte sur créance Irrecouvrable	Récupérations sur créances amorties	Total
<i>Dépréciations</i>										
Clientèle	(584)	276	0	13	(296)	(1 425)	261	0	44	(1 119)
Débiteurs divers		0			0		0			0
<i>Provisions</i>										
Risque exécution engagement										
Caillé										
<b>Total</b>	<b>(584)</b>	<b>276</b>	<b>0</b>	<b>13</b>	<b>(296)</b>	<b>(1 425)</b>	<b>261</b>	<b>0</b>	<b>44</b>	<b>(1 119)</b>

## 5.7 Impôt sur les bénéfices

Le résultat fiscal contributif au groupe de BPCE Lease Réunion est un bénéfice fiscal de 3 026 K€ décomposé comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	15,00 %	TOTAL
<b>Bases imposables aux taux de</b>		
Au titre du résultat courant		4 049
Au titre du résultat exceptionnel		4 049
Imputations des déficits		0
Réintégrations et déductions diverses		-1 023
Bases imposables		3 026
Impôt correspondant		31
Contribution sociale		0
Régularisation sur impôt		
<b>Impôt comptabilisé</b>		<b>31</b>

## NOTE 6. AUTRES INFORMATIONS

### 6.1 Consolidation



Les comptes individuels de BPCE Lease Réunion sont intégrés dans les comptes consolidés de BPCE SA au 31/12/2024 dont le siège social se situe à PARIS 13 au 7 PROMENADE GERMAINE SABLON.

6.2 Honoraires des Commissaires aux comptes

En milliers d'euros	KPMG Audit	
	Exercice 2024	Exercice 2023
	Montant (HT)	Montant (HT)
Audit		
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	70	68
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaires aux comptes	2	2
TOTAL	72	70

6.3 Rémunération des organes d'administration et de Direction

Il n'a pas été versé de jetons de présence aux organes d'administration et de Direction au cours de l'exercice.

Affectation du résultat

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, suivant la proposition du conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 2024, soit 4 018 824,45 €, diminué du report à nouveau débiteur de l'exercice précédent, soit 2 989 518,04 €, soit au total une somme de 1 029 306,41 € de la façon suivante :

. Dividende (soit 15,50 € par action*)	1 024 782,50 €
. Report à nouveau	4 523,91 €
Total affecté :	1 029 306,41 €

L'assemblée générale constate que le dividende unitaire, pour l'année 2024, est de 15,50 € (\*) pour chacune des 66 115 actions.

Il sera mis en paiement à compter de la présente assemblée.

L'assemblée générale prend acte que les dividendes distribués, au titre des trois exercices précédents, ont été les suivants :

EXERCICE	DIVIDENDE NET (*)	MONTANT GLOBAL DU DIVIDENDE DISTRIBUE
2021	83,20 € par action	5 500 768,00 €
2022	78,39 € par action	5 182 754,85 €
2023	Néant	Néant

(\*) Les dividendes sont éligibles à l'abattement en application des dispositions de l'article 158-3 2° du CGI.

Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au 7 Promenade Germaine Sablon 75013 Paris.